



**DOLLARAMA INC.**  
**RAPPORT DE GESTION**  
**Troisième trimestre clos le 2 novembre 2014**

**Le 4 décembre 2014**

*Le présent rapport de gestion, daté du 4 décembre 2014, vise à aider le lecteur à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse par la direction des résultats financiers de la Société pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2014. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2014 et ses états financiers consolidés audités annuels et les notes annexes pour l'exercice 2014 (tel qu'il est défini ci-après).*

*Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 2 novembre 2014 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). L'information sur les nombres d'actions ordinaires en circulation et d'options d'achat d'actions ordinaires en cours ainsi que sur le résultat par action présentée dans le présent rapport de gestion a été retraitée rétrospectivement pour tenir compte du fractionnement des actions (défini ci-après). Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 2 novembre 2014 pour plus d'information à ce sujet.*

*La Société est gérée sur la base d'un seul secteur isolable, et sa monnaie de fonctionnement et de présentation est le dollar canadien.*

**Périodes comptables**

Dans le présent rapport, « exercice 2013 » désigne l'exercice de la Société clos le 3 février 2013, « exercice 2014 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2014 et « exercice 2015 » désigne l'exercice de la Société qui se terminera le 1<sup>er</sup> février 2015.

L'exercice de la Société se termine le dimanche le plus proche du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Cependant, comme il est d'usage dans le secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans. L'exercice 2013 compte 53 semaines (le quatrième trimestre comporte une 14<sup>e</sup> semaine) et les exercices 2014 et 2015, 52 semaines chacun.

### **Énoncés prospectifs**

Certains énoncés prospectifs du présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre volume d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- l'effet potentiel d'accroissement de la valeur de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités;
- les hausses générales des frais d'administration et des frais d'occupation;
- la situation de trésorerie de la Société;
- les attentes relatives à une marge brute durable;
- les attentes à l'égard de nos frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins en pourcentage des ventes.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous jugeons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le volume d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société et dans sa notice annuelle pour l'exercice 2014 : augmentations futures des charges d'exploitation et du coût des marchandises, incapacité de maintenir une gamme de produits et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir en temps opportun de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution, caractère saisonnier, incapacité de maintenir notre image de marque et notre réputation, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque relatif à notre dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, conjoncture générale de l'économie, incapacité d'attirer et de conserver des employés de qualité, départ de hauts dirigeants, interruptions des systèmes de technologie de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, litiges, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire nos attentes en date du 4 décembre 2014, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

**Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR**

Le présent rapport de gestion, ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

|                          |  |
|--------------------------|--|
| <b>BAIIA</b>             | Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements.   |
| <b>Marge du BAIIA</b>    | Représente le BAIIA divisé par les ventes.   |
| <b>Total de la dette</b> | Représente la somme de la dette à long terme (y compris les intérêts à payer au titre de la partie courante) et d'autres dettes bancaires. |
| <b>Dette nette</b>       | Représente le total de la dette, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.   |

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter à des comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer notre capacité à prendre en charge le service futur de notre dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées trimestrielles » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

Les mesures hors PCGR, notamment le BAIIA et la marge du BAIIA, fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de notre performance opérationnelle et mettent ainsi en évidence les tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. La direction a également recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins de liquidités futurs et les ratios d'endettement de la Société. Nous pensons que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs.

**Faits nouveaux**

***Prorogation de l'échéance de la facilité de crédit***

Le 3 novembre 2014, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification de la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour datée du 25 octobre 2013, prolongeant ainsi d'un an la durée de la convention de crédit, qui vient maintenant à échéance le 13 décembre 2019.

***Fractionnement des actions réalisé par voie de dividende en actions***

Le 17 novembre 2014, la Société a versé aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 novembre 2014 un dividende en actions de une action ordinaire par action ordinaire émise et en circulation de la Société, ce qui a eu le même effet qu'un fractionnement des actions ordinaires en circulation de la Société à raison de deux pour une (le « fractionnement des actions »). Les actions ordinaires ont commencé à se négocier ex-dividende (en tenant compte du fractionnement) le 18 novembre 2014. Voir la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 2 novembre 2014 pour plus d'information à ce sujet.

## **Aperçu**

### *Nos activités*

La Société, qui comptait 928 magasins Dollarama au 2 novembre 2014, est le plus important exploitant de magasins à un dollar du Canada, et le nombre de magasins de notre réseau est presque cinq fois supérieur à celui de notre plus proche concurrent au Canada. Nous sommes le seul exploitant de magasins à un dollar dont la présence est significative à l'échelle du pays, et nous poursuivons notre expansion partout au Canada. Nos magasins ont une superficie moyenne de 9 933 pieds carrés, et ils proposent un éventail choisi de marchandises à prix attrayants, notamment des articles de marque maison et de marques nationales. Nous proposons une vaste gamme de biens de consommation et de marchandises générales d'usage courant de bonne qualité, de même que des produits saisonniers. Nos produits de qualité sont vendus soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 3,00 \$. Tous les magasins appartiennent à la Société et sont exploités par celle-ci, ce qui nous permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Pratiquement tous les magasins sont situés dans des endroits achalandés comme des galeries marchandes et des centres commerciaux, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

Notre stratégie consiste à faire progresser les ventes, le résultat net et les flux de trésorerie en utilisant notre position de premier exploitant de magasins à un dollar au Canada et en offrant un grand éventail d'articles attrayants d'usage courant à une large clientèle. Nous visons à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de nos activités.

### *Faits saillants du troisième trimestre de l'exercice 2015*

Comparativement à la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013 :

- les ventes ont augmenté de 12,4 % pour s'établir à 588,0 M\$;
- les ventes des magasins comparables<sup>1)</sup> ont augmenté de 5,9 %, en sus d'une augmentation de 4,8 % à l'exercice précédent;
- la marge brute s'est établie à 36,8 % des ventes<sup>1)</sup>, comparativement à 37,1 % des ventes;
- le BAIIA<sup>1)</sup> s'est accru de 15,1 % pour s'établir à 114,8 M\$, soit 19,5 % des ventes, comparativement à 19,1 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 20,0 % et s'est chiffré à 105,0 M\$, soit 17,9 % des ventes, comparativement à 16,7 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 27,9 %, passant de 0,43 \$ à 0,55 \$<sup>2)</sup>.

Au cours de la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, nous avons ouvert un nombre net de 11 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 19 nouveaux magasins au cours de la période correspondante de l'exercice 2014.

Au cours de la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 1 233 590 actions ordinaires<sup>2)</sup>, à un prix moyen pondéré de 47,32 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 58,4 M\$.

Comparativement à la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013 :

- les ventes ont augmenté de 12,1 % pour s'établir à 1 661,7 M\$;
- les ventes des magasins comparables<sup>1)</sup> ont augmenté de 4,5 %, en sus d'une augmentation de 5,0 % à l'exercice précédent;
- la marge brute s'est établie à 36,1 % des ventes<sup>1)</sup>, comparativement à 36,6 % des ventes;
- le BAIIA<sup>1)</sup> s'est accru de 13,9 % pour s'établir à 309,6 M\$, soit 18,6 % des ventes, comparativement à 18,3 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 18,9 % et s'est chiffré à 281,7 M\$, soit 17,0 % des ventes, comparativement à 16,0 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 26,1 %, passant de 1,15 \$ à 1,45 \$<sup>2)</sup>.

<sup>1)</sup> Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées trimestrielles » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

<sup>2)</sup> Les montants par action et les nombres d'actions ordinaires rachetées tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Voir la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 2 novembre 2014 pour plus d'information à ce sujet.

Au cours de la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, nous avons ouvert un nombre net de 54 nouveaux magasins, contre un nombre net de 62 nouveaux magasins durant la période correspondante de l'exercice 2014.

Au cours de la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 7 602 130<sup>2)</sup> actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 44,60 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 339,1 M\$. La direction s'attend à ce que, avec le temps, le rachat d'actions aux termes de l'offre de rachat dans le cours normal des activités de la Société, renouvelée en juin 2014 pour une période supplémentaire de 12 mois, favorise l'accroissement de la valeur pour les actionnaires.

### **Éléments ayant une incidence sur notre résultat d'exploitation**

#### ***Ventes***

Nous constatons nos ventes au moment où le client paie la marchandise et en prend possession. Toutes les ventes sont fermes. Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.

Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, nous mettons l'accent sur une offre de marchandises diversifiées de qualité à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Par le passé, nous avons enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, pendant la période des Fêtes. Nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 9 avril 2014 intitulée « Risques et incertitudes » pour une analyse complète des risques associés au caractère saisonnier des ventes.

#### ***Coût des produits vendus***

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks de marchandises et les frais de transport (variables et proportionnels aux volumes de nos ventes), les frais d'occupation des magasins et les charges d'exploitation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats au moment où elles sont accordées. Ces ristournes sont comptabilisées en réduction du coût des marchandises achetées, ce qui a pour effet de réduire le coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des produits vendus en nous approvisionnant davantage auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2014, nos achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 51 % de nos achats (52 % pour l'exercice 2013). Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons aussi des produits provenant de pas moins de 25 pays, la vaste majorité des produits qui ne proviennent pas de la Chine étant achetés auprès de fournisseurs nord-américains.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la majeure partie de nos produits importés proviennent de la Chine et sont payés en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est sensible aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et à celles du dollar américain par rapport au dollar canadien. Bien que nous concluions des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain généralement de 6 à 12 mois d'avance, nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Lorsque le prix du carburant augmente, les frais de livraison et de transport augmentent aussi parce que les transporteurs répercutent généralement cette augmentation sur les tarifs imposés aux usagers. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments de carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs comparativement aux exercices précédents.

Les frais d'occupation se composent principalement des charges locatives de nos magasins, lesquelles ont généralement augmenté au Canada au fil des ans. Même si nous continuons de ressentir la pression à la hausse sur les loyers dans certains marchés où la demande d'emplacements de choix est forte ou les taux d'occupation sont bas, la Société estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles. Habituellement, les baux sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute stable dans une fourchette de 36 % à 37 % sur une base annuelle qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation de la valeur pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients.

#### ***Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins***

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels aux volumes de nos ventes, ainsi que des coûts de l'entretien des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen de nos employés des magasins soit plus élevé que le salaire minimum réglementaire, une augmentation de ce dernier pourrait avoir une incidence importante sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par un gain de productivité et une réduction de coûts. Nous prévoyons que les frais d'administration augmenteront à mesure que nous étendrons notre infrastructure pour répondre aux besoins créés par la croissance de la Société.

#### ***Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société***

Nous exerçons nos activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. Nous livrons concurrence à d'autres magasins à un dollar, aux magasins à prix modiques et à escompte, aux dépanneurs et aux grandes surfaces au Canada. Ces détaillants exploitent des magasins dans de nombreux emplacements où nous sommes aussi présents, et bon nombre d'entre eux consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. En outre, nous livrons concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements où installer nos magasins et pour attirer et conserver un personnel de qualité. Nous prévoyons que certains facteurs, dont ceux décrits ci-après, mais sans s'y limiter, continueront d'exercer une pression sur l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités : le coût des marchandises, l'instabilité économique à l'échelle mondiale, le niveau d'endettement des consommateurs et leurs tendances d'achat, la conjoncture économique, les taux d'intérêt, les variations des taux de change, le prix du carburant, les coûts des services publics, les conditions météorologiques, la volatilité du marché, les préférences des consommateurs, le taux de chômage, le coût de la main-d'œuvre, l'inflation, les catastrophes, la concurrence et le coût de l'assurance. Un des facteurs qui influe à la fois sur le consommateur et sur l'entreprise est le cours du pétrole. Une hausse du cours du pétrole pourrait entraîner une réduction des dépenses de consommation et une augmentation des coûts de transport pour l'entreprise.

**Principales informations financières consolidées trimestrielles**

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées trimestrielles au 2 novembre 2014 et au 3 novembre 2013 ont été tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes.

| <i>(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)</i>                      | <b>Périodes de 13 semaines closes les</b> |                   | <b>Périodes de 39 semaines closes les</b> |                   |
|---|---|-------------------|---|-------------------|
|   | <b>2 novembre</b>                         | <b>3 novembre</b> | <b>2 novembre</b>                         | <b>3 novembre</b> |
|   | <b>2014</b>                               | <b>2013</b>       | <b>2014</b>                               | <b>2013</b>       |
|   | <b>\$</b>                                 | <b>\$</b>         | <b>\$</b>                                 | <b>\$</b>         |
| <b>Données sur le résultat</b>  |   |                   |   |                   |
| Ventes  | 587 968                                   | 522 949           | 1 661 712                                 | 1 482 391         |
| Coût des produits vendus  | 371 807                                   | 328 714           | 1 061 490                                 | 940 196           |
| Profit brut   | 216 161                                   | 194 235           | 600 222                                   | 542 195           |
| Frais généraux  | 101 342                                   | 94 459            | 290 621                                   | 270 476           |
| Dotation aux amortissements   | 9 781                                     | 12 271            | 27 912                                    | 34 790            |
| Résultat d'exploitation   | 105 038                                   | 87 505            | 281 689                                   | 236 929           |
| Coûts de financement nets   | 5 249                                     | 3 074             | 14 827                                    | 7 684             |
| Résultat avant impôt  | 99 789                                    | 84 431            | 266 862                                   | 229 245           |
| Charge d'impôt sur le résultat  | 26 769                                    | 22 736            | 71 722                                    | 62 136            |
| Résultat net  | 73 020                                    | 61 695            | 195 140                                   | 167 109           |
| Résultat net de base par action ordinaire <sup>1)</sup>   | 0,55 \$                                   | 0,43 \$           | 1,46 \$                                   | 1,16 \$           |
| Résultat net dilué par action ordinaire <sup>1)</sup>   | 0,55 \$                                   | 0,43 \$           | 1,45 \$                                   | 1,15 \$           |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période <sup>1)</sup> : |   |                   |   |                   |
| De base   | 132 134                                   | 142 096           | 134 098                                   | 144 578           |
| Dilué   | 132 732                                   | 142 418           | 134 633                                   | 144 908           |
| <b>Autres données</b>   |   |                   |   |                   |
| Croissance des ventes d'un exercice à l'autre   | 12,4 %                                    | 14,2 %            | 12,1 %                                    | 14,3 %            |
| Croissance des ventes des magasins comparables <sup>2)</sup>                                    | 5,9 %                                     | 4,8 %             | 4,5 %                                     | 5,0 %             |
| Marge brute <sup>3)</sup>   | 36,8 %                                    | 37,1 %            | 36,1 %                                    | 36,6 %            |
| Frais généraux en pourcentage des ventes <sup>3)</sup>  | 17,2 %                                    | 18,1 %            | 17,5 %                                    | 18,2 %            |
| BAIIA <sup>4)</sup>   | 114 819                                   | 99 776            | 309 601                                   | 271 719           |
| Marge d'exploitation <sup>3)</sup>  | 17,9 %                                    | 16,7 %            | 17,0 %                                    | 16,0 %            |
| Dépenses d'investissement   | 18 774                                    | 24 604            | 55 194                                    | 74 556            |
| Nombre de magasins <sup>5)</sup>  | 928                                       | 847               | 928                                       | 847               |
| Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) <sup>5)</sup>                           | 9 933                                     | 9 915             | 9 933                                     | 9 915             |
| Dividendes déclarés par action ordinaire <sup>1)</sup>  | 0,08 \$                                   | 0,07 \$           | 0,24 \$                                   | 0,21 \$           |

*(en milliers de dollars)*

**Données tirées de l'état de la situation financière**

|   | <b>Aux</b>        |                  |
|---|-------------------|------------------|
|   | <b>2 novembre</b> | <b>2 février</b> |
|   | <b>2014</b>       | <b>2014</b>      |
|   | <b>\$</b>         | <b>\$</b>        |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 23 146            | 71 470           |
| Stocks de marchandises                  | 399 313           | 364 680          |
| Immobilisations corporelles             | 273 659           | 250 612          |
| Total de l'actif                        | 1 591 360         | 1 566 780        |
| Total des passifs non courants          | 756 902           | 537 793          |
| Total de la dette                       | 611 855           | 403 017          |
| Dette nette                             | 588 709           | 331 547          |

|  | Périodes de 13 semaines closes les |                    | Périodes de 39 semaines closes les |                    |
|--|------------------------------------|--------------------|------------------------------------|--------------------|
|  | 2 novembre<br>2014                 | 3 novembre<br>2013 | 2 novembre<br>2014                 | 3 novembre<br>2013 |
| (en milliers de dollars)   | \$                                 | \$                 | \$                                 | \$                 |
| <b>Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :</b> |                                    |                    |                                    |                    |
| Résultat d'exploitation  | 105 038                            | 87 505             | 281 689                            | 236 929            |
| Ajouter la dotation aux amortissements   | 9 781                              | 12 271             | 27 912                             | 34 790             |
| <b>BAIIA</b>   | <b>114 819</b>                     | <b>99 776</b>      | <b>309 601</b>                     | <b>271 719</b>     |
| <i>Marge du BAIIA<sup>4)</sup></i>   | <i>19,5 %</i>                      | <i>19,1 %</i>      | <i>18,6 %</i>                      | <i>18,3 %</i>      |

**Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :**

|  |               |               |                |                |
|--|---------------|---------------|----------------|----------------|
| BAIIA  | 114 819       | 99 776        | 309 601        | 271 719        |
| Coûts de financement nets (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)               | (1 773)       | (2 945)       | (10 187)       | (7 297)        |
| Excédent des encaissements (décaissements) sur le montant comptabilisé relativement aux instruments financiers dérivés | (2 059)       | 2 805         | (6 249)        | 7 056          |
| Impôt sur le résultat exigible   | (23 434)      | (21 220)      | (63 497)       | (58 793)       |
| Incitatifs à la location différés  | 1 089         | 893           | 2 677          | 2 851          |
| Allocations reçues du propriétaire différées   | 2 311         | 1 294         | 6 022          | 4 173          |
| Comptabilisation des allocations reçues du propriétaire différées et des frais de location différés                    | (866)         | (755)         | (2 781)        | (2 243)        |
| Rémunération fondée sur des actions  | 1 301         | 950           | 4 070          | 2 760          |
| Perte sur la sortie d'actifs   | 62            | 913           | 605            | 865            |
|  | <u>91 450</u> | <u>81 711</u> | <u>240 261</u> | <u>221 091</u> |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, avant l'incidence des intérêts et de l'impôt             | (8 624)       | 15 709        | 24 835         | 44 051         |
| Intérêts payés   | (1 344)       | (2 271)       | (8 763)        | (6 015)        |
| Impôt sur le résultat payé   | (18 643)      | (17 735)      | (68 273)       | (71 013)       |
|  | <u>62 839</u> | <u>77 414</u> | <u>188 060</u> | <u>188 114</u> |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net</b>   |               |               |                |                |

**Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :**

| (en milliers de dollars)  | Au 2 novembre<br>2014 | Au 2 février<br>2014 |
|---|-----------------------|----------------------|
|   | \$                    | \$                   |
| Billets non garantis de premier rang portant intérêt à un taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base, payable trimestriellement, arrivant à échéance le 16 mai 2017 | 150 000               | -                    |
| Billets non garantis de premier rang portant intérêt au taux annuel fixe de 3,095 %, payable en versements semestriels égaux, arrivant à échéance le 5 novembre 2018  | 400 000               | 400 000              |
| Facilité de crédit renouvelable non garantie arrivant à échéance le 13 décembre 2019  | 55 000                | -                    |
| Intérêt à payer au titre de la partie courante de la dette à long terme   | 6 855                 | 3 017                |
| <b>Total de la dette</b>  | <b>611 855</b>        | <b>403 017</b>       |

**Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :**

|   |                |                |
|---|----------------|----------------|
| Total de la dette                       | 611 855        | 403 017        |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | (23 146)       | (71 470)       |
| <b>Dette nette</b>                      | <b>588 709</b> | <b>331 547</b> |

- 1) Les montants par action et les nombres d'actions en circulation tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Voir la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 2 novembre 2014 pour plus d'information à ce sujet.
- 2) La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.
- 3) La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.
- 4) Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.
- 5) À la fin de la période.



**Résultat d'exploitation**

*Analyse des résultats de la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014*

Suit un aperçu de notre performance financière pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014 comparativement à la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013.

*Ventes*

Les ventes de la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014 ont augmenté de 12,4 % pour s'établir à 588,0 M\$, par rapport à 522,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique i) par l'augmentation du nombre de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 847 le 3 novembre 2013 à 928 le 2 novembre 2014; ii) par de solides ventes réalisées au cours de la période d'Halloween et iii) par la croissance interne continue des ventes attribuable à la hausse de 5,9 % des ventes des magasins comparables, en sus de la hausse de 4,8 % des ventes des magasins comparables au troisième trimestre de l'exercice 2014.

La hausse des ventes des magasins comparables pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014 est attribuable à une augmentation de 4,8 % du montant moyen des transactions et à une augmentation de 1,1 % du nombre de transactions.

Pour ce trimestre, 69,0 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,00 \$, comparativement à 62,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux de pénétration des cartes de débit a aussi augmenté, 43,8 % des ventes ayant été réglées par cartes de débit contre 40,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

*Marge brute*

La marge brute s'est établie à 36,8 % des ventes pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, comparativement à 37,1 % des ventes pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013. Cette baisse est principalement attribuable à une légère diminution des marges sur les produits, qui s'explique par le fait que la Société absorbe une partie des hausses de coûts des produits afin de continuer d'offrir des marchandises à prix attrayant à sa clientèle. Dans l'ensemble, la marge brute demeure conforme aux attentes de la direction, qui continue de s'efforcer de maintenir une offre de produits attrayante à sa clientèle. Nous réinvestissons continuellement dans notre proposition de valeur aux clients et nous ciblons une marge se situant entre 36 % et 37 % pour l'exercice 2015 afin de stimuler une croissance des ventes continue.

*Frais généraux*

Les frais généraux pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014 se sont élevés à 101,3 M\$, une augmentation de 7,2 % par rapport à 94,5 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014 ont représenté 17,2 % des ventes, une amélioration de 0,9 % comparativement à 18,1 % des ventes pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013. La diminution des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité du personnel des magasins mises en œuvre au cours de l'année. Pour l'exercice 2015, la direction s'attend à ce que les frais généraux se situent dans une fourchette de 17,1 % à 17,5 % des ventes.

*Dotation aux amortissements*

La dotation aux amortissements a diminué de 2,5 M\$, passant de 12,3 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013 à 9,8 M\$ pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, par suite d'un changement de durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts.

*Coûts de financement nets*

Les coûts de financement nets ont augmenté de 2,1 M\$, passant de 3,1 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013 à 5,2 M\$ pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, par suite de la hausse des emprunts au titre de la dette à long terme.

*Charge d'impôt sur le résultat*

L'impôt sur le résultat a augmenté de 4,1 M\$ en raison de l'augmentation du résultat net et est passé de 22,7 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013 à 26,8 M\$ pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi était de 26,7 % pour les périodes de 13 semaines closes le 2 novembre 2014 et le 3 novembre 2013. Les taux d'imposition effectifs de la Société pour les périodes de 13 semaines closes le 2 novembre 2014 et le 3 novembre 2013 étaient respectivement de 26,8 % et de 26,9 %.

*Résultat net*

Le résultat net a augmenté pour atteindre 73,0 M\$, soit 0,55 \$ par action ordinaire après dilution (montant retraité rétrospectivement pour tenir compte du fractionnement des actions), pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, contre 61,7 M\$, soit 0,43 \$ par action ordinaire après dilution (montant retraité rétrospectivement pour tenir compte du fractionnement des actions), pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013. Cette augmentation du résultat net est essentiellement attribuable à la hausse de 12,4 % des ventes, à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes et à une baisse de la dotation aux amortissements attribuable à un changement de la durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts.

*Analyse des résultats de la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014*

Suit un aperçu de notre performance financière pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014 comparativement à la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013.

*Ventes*

Les ventes de la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014 ont augmenté de 12,1 % pour s'établir à 1 661,7 M\$ par rapport à 1 482,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 847 en date du 3 novembre 2013 à 928 en date du 2 novembre 2014, et par la croissance interne continue des ventes attribuable à la hausse de 4,5 % des ventes des magasins comparables, en sus de la hausse de 5,0 % des ventes des magasins comparables pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2015 ont bénéficié de l'incidence favorable d'une période d'Halloween achalandée.

La hausse des ventes des magasins comparables pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014 est attribuable à une augmentation de 3,9 % du montant moyen des transactions et à une augmentation de 0,6 % du nombre de transactions.

Pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, 66,3 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,00 \$, comparativement à 60,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

*Marge brute*

La marge brute s'est établie à 36,1 % des ventes pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, comparativement à 36,6 % des ventes pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. Ce recul est principalement attribuable à une légère diminution des marges sur les produits, qui s'explique par le fait que la Société absorbe une partie des hausses de coûts des produits afin de continuer d'offrir des marchandises à prix attrayant à sa clientèle.

*Frais généraux*

Les frais généraux pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014 se sont élevés à 290,6 M\$, une augmentation de 7,4 % par rapport à 270,5 M\$ pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014 ont représenté 17,5 % des ventes, une amélioration de 0,7 % comparativement à 18,2 % des ventes pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. La diminution des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité du personnel des magasins mises en œuvre au cours de l'année. Pour l'exercice 2015, la direction s'attend à ce que les frais généraux se situent dans une fourchette de 17,1 % à 17,5 % des ventes.

*Dotation aux amortissements*

La dotation aux amortissements a diminué de 6,9 M\$, passant de 34,8 M\$ pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013 à 27,9 M\$ pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, par suite d'un changement de durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts.

*Coûts de financement nets*

Les coûts de financement nets ont augmenté de 7,1 M\$, passant de 7,7 M\$ pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013 à 14,8 M\$ pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, par suite de la hausse des emprunts au titre de la dette à long terme.

*Charge d'impôt sur le résultat*

L'impôt sur le résultat a augmenté de 9,6 M\$ en raison de l'augmentation du résultat net et est passé de 62,1 M\$ pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013 à 71,7 M\$ pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014. La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée repose sur la meilleure estimation que fait la direction du taux moyen pondéré d'imposition du résultat annuel attendu pour l'exercice complet. Le taux d'imposition prescrit par la loi était de 26,7 % pour les périodes de 39 semaines closes le 2 novembre 2014 et le 3 novembre 2013. Les taux d'imposition effectifs de la Société pour les périodes de 39 semaines closes le 2 novembre 2014 et le 3 novembre 2013 étaient respectivement de 26,9 % et de 27,1 %.

*Résultat net*

Le résultat net a augmenté pour atteindre 195,1 M\$, soit 1,45 \$ par action ordinaire après dilution (montant retraité rétrospectivement pour tenir compte du fractionnement des actions), pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, contre 167,1 M\$, soit 1,15 \$ par action ordinaire après dilution (montant retraité rétrospectivement pour tenir compte du fractionnement des actions), pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. Cette augmentation du résultat net est essentiellement attribuable à la hausse de 12,1 % des ventes, à la diminution des frais généraux en pourcentage des ventes et à une baisse de la dotation aux amortissements attribuable à un changement de la durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts.

**Sommaire des résultats trimestriels consolidés**

| (en milliers de dollars, sauf les montants par action) | Exercice 2015 |           |           | Exercice 2014 |           |           | Exercice 2013    |
|--|---------------|-----------|-----------|---------------|-----------|-----------|------------------|
|  | T3            | T2        | T1        | T4            | T3        | T2        | T1 <sup>d)</sup> |
| <b>Données tirées de l'état du résultat net</b>        | <b>\$</b>     | <b>\$</b> | <b>\$</b> | <b>\$</b>     | <b>\$</b> | <b>\$</b> | <b>\$</b>        |
| Ventes   | 587 968       | 572 603   | 501 141   | 582 285       | 522 949   | 511 322   | 448 120          |
| Coût des produits vendus                               | 371 807       | 366 037   | 323 646   | 358 896       | 328 714   | 324 036   | 287 446          |
| Profit brut  | 216 161       | 206 566   | 177 495   | 223 389       | 194 235   | 187 286   | 160 674          |
| Frais généraux   | 101 342       | 97 984    | 91 295    | 92 706        | 94 459    | 91 611    | 84 406           |
| Dotation aux amortissements                            | 9 781         | 9 346     | 8 785     | 13 108        | 12 271    | 11 290    | 11 229           |
| Résultat d'exploitation                                | 105 038       | 99 236    | 77 415    | 117 575       | 87 505    | 84 385    | 65 039           |
| Coûts de financement nets                              | 5 249         | 5 093     | 4 485     | 3 989         | 3 074     | 2 297     | 2 313            |
| Résultat avant impôt                                   | 99 789        | 94 143    | 72 930    | 113 586       | 84 431    | 82 088    | 62 726           |
| Charge d'impôt sur le résultat                         | 26 769        | 25 247    | 19 706    | 30 601        | 22 736    | 22 319    | 17 081           |
| Résultat net   | 73 020        | 68 896    | 53 224    | 82 985        | 61 695    | 59 769    | 45 645           |
| <b>Résultat net par action ordinaire<sup>2)</sup></b>  |               |           |           |               |           |           |                  |
| De base  | 0,55 \$       | 0,52 \$   | 0,39 \$   | 0,59 \$       | 0,43 \$   | 0,41 \$   | 0,31 \$          |
| Dilué  | 0,55 \$       | 0,51 \$   | 0,39 \$   | 0,59 \$       | 0,43 \$   | 0,41 \$   | 0,31 \$          |

- 1) Le quatrième trimestre de l'exercice 2013 comptait une 14<sup>e</sup> semaine associée au calendrier de 53 semaines du secteur de la vente au détail, tandis que tous les autres trimestres comptaient 13 semaines.
- 2) Les montants par action tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Voir la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 2 novembre 2014 pour plus d'information à ce sujet.

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, plus précisément pendant la période des Fêtes, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, notre chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables qui perturbent nos activités commerciales ou opérationnelles pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage de nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers.

**Situation de trésorerie et sources de financement**

***Flux de trésorerie pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014***

| <i>(en milliers de dollars)</i>  | <b>Périodes de 13 semaines closes les</b> |                   |                  |
|--|---|-------------------|------------------|
|  | <b>2 novembre</b>                         | <b>3 novembre</b> | <b>Variation</b> |
|  | <b>2014</b>                               | <b>2013</b>       | <b>Variation</b> |
|  | <b>\$</b>                                 | <b>\$</b>         | <b>\$</b>        |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation                     | 62 839                                    | 77 414            | (14 575)         |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                   | (18 486)                                  | (24 381)          | 5 895            |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                     | (49 192)                                  | (41 751)          | (7 441)          |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net | (4 839)                                   | 11 282            | (16 121)         |

***Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation***

Pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 62,8 M\$, comparativement à 77,4 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013. Cette diminution est attribuable aux écarts temporaires du paiement et de la comptabilisation des charges d'exploitation normales.

***Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement***

Pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 18,5 M\$, comparativement à 24,4 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013. La diminution de 5,9 M\$ est principalement attribuable au fait que le nombre net de nouveaux magasins ouverts au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est élevé à 11, comparativement à 19 au cours de la période correspondante de l'exercice 2014, et à l'achèvement de certains projets de technologies de l'information, dont le déploiement des terminaux de points de vente, au cours de l'exercice 2014.

***Flux de trésorerie liés aux activités de financement***

Pour la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 49,2 M\$, comparativement à 41,8 M\$ pour la période de 13 semaines close le 3 novembre 2013, car la Société a affecté davantage de trésorerie disponible au financement d'achats d'actions dans le cadre de l'offre de rachat dans le cours normal des activités plutôt que d'avoir recours à sa dette bancaire comme elle l'a fait à la période correspondante de l'exercice précédent.

***Flux de trésorerie pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014***

| <i>(en milliers de dollars)</i>  | <b>Périodes de 39 semaines closes les</b> |                   |                  |
|--|---|-------------------|------------------|
|  | <b>2 novembre</b>                         | <b>3 novembre</b> | <b>Variation</b> |
|  | <b>2014</b>                               | <b>2013</b>       | <b>Variation</b> |
|  | <b>\$</b>                                 | <b>\$</b>         | <b>\$</b>        |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation                     | 188 060                                   | 188 114           | (54)             |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement                   | (54 762)                                  | (74 137)          | 19 375           |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement                     | (181 622)                                 | (68 072)          | (113 550)        |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, montant net | (48 324)                                  | 45 905            | (94 229)         |

*Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation*

Pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 188,1 M\$. Ce montant est presque identique à celui des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013, l'augmentation du résultat ayant été neutralisée par une utilisation accrue du fonds de roulement.

*Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement*

Pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 54,8 M\$, comparativement à 74,1 M\$ pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. La diminution de 19,4 M\$ est principalement attribuable au fait que le nombre net de nouveaux magasins ouverts au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est élevé à 54, comparativement à 62 au cours de la période correspondante de l'exercice 2014, et à l'achèvement de certains projets de technologies de l'information, dont le déploiement des terminaux de points de vente, au cours de l'exercice 2014.

*Flux de trésorerie liés aux activités de financement*

Pour la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 181,6 M\$, comparativement à 68,1 M\$ pour la période de 39 semaines close le 3 novembre 2013. L'augmentation de 113,6 M\$ des flux de trésorerie affectés aux activités de financement est principalement attribuable au rachat d'actions ordinaires aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 et de l'offre de rachat de 2014-2015 (définies ci-après), partiellement contrebalancé par l'augmentation des emprunts au titre de la dette à long terme.

***Sources de financement***

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 2 novembre 2014, la Société disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie totalisant 23,1 M\$, ainsi que d'un montant disponible de 194,5 M\$ aux termes de la facilité de crédit. Ces fonds disponibles lui procurent une plus grande souplesse de financement pour combler des besoins de liquidités imprévus, s'il en est.

Notre capacité à payer le capital et les intérêts sur notre dette ou à nous refinancer, ou encore à générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement prévues, dépendra de notre performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de notre volonté.

Compte tenu de la vigueur actuelle de notre résultat, nous jugeons que les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation ainsi que les emprunts disponibles aux termes de la facilité de crédit nous permettront de combler nos besoins de liquidités futurs. Nos hypothèses concernant ces besoins pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes nous donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour nous permettre d'assurer le service de notre dette et de régler toute charge imprévue.

*Facilité de crédit*

Le 25 octobre 2013, la Société a conclu une deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « convention de crédit SAR ») relative à sa facilité de crédit renouvelable de 350,0 M\$ (la « facilité de crédit ») afin, notamment, de libérer toutes les sûretés consenties dans le cadre de la facilité de crédit, d'inclure une option permettant de demander des prorogations annuelles et d'en repousser la date d'échéance d'un an pour la porter au 14 décembre 2018. La Société peut emprunter en dollars canadiens ou en dollars américains.

Le 16 mai 2014, la Société a annulé une tranche de 100,0 M\$ du montant global de 350,0 M\$ disponible aux termes de la facilité de crédit, laquelle tranche n'était pas prélevée par la Société à cette date, afin de réduire la commission d'attente à payer sur la tranche inutilisée.

Le 3 novembre 2014, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification de la convention de crédit SAR, prolongeant ainsi d'un an la durée de la convention de crédit SAR, qui vient maintenant à échéance le 13 décembre 2019.

Aux termes de la convention de crédit SAR, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, incluant les engagements existants, à 700,0 M\$.

Jusqu'au 3 décembre 2013, le taux d'intérêt était celui des acceptations bancaires ou le taux préférentiel (ou, dans le cas d'emprunts en dollars américains, le taux LIBOR ou le taux de base), majoré d'une marge se situant entre 0 % et 2,00 % par année déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Le 3 décembre 2013, la Société et les prêteurs ont conclu une convention de modification aux termes de laquelle la marge applicable, allant de 0 % à 2,50 % par année, est maintenant calculée d'après la notation attribuée à la Société par une agence de notation pour ses titres non garantis de premier rang. Si au moins deux agences de notation attribuent une notation à la Société, alors la marge doit être établie d'après la notation la plus élevée; toutefois, s'il existe un écart de deux niveaux ou plus entre ces notations, il faut appliquer la notation du niveau immédiatement supérieur à la notation la plus faible. Le fait que la Société n'ait pas de notation n'entraînera pas de cas de défaut, mais la marge la plus élevée s'appliquera jusqu'à ce qu'une notation soit obtenue.

La convention de crédit SAR oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement ajusté en fonction des contrats de location.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La convention de crédit SAR est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature des activités et effectuer certaines opérations avec des entreprises associées. La convention de crédit SAR limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : accorder des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 2 novembre 2014, l'encours aux termes de la facilité de crédit s'élevait à 55,0 M\$ (néant au 2 février 2014). Les lettres de crédit émises pour l'achat de stocks s'élevaient à 0,5 M\$ (0,7 M\$ au 2 février 2014). Au 2 novembre 2014, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

#### *Billets non garantis de premier rang*

Le 5 novembre 2013, la Société a émis les billets non garantis de premier rang échéant le 5 mai 2018 (les « billets à taux fixe ») d'un montant en capital total de 400,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit et d'autres dettes bancaires en cours à ce moment, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS Limited a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux fixe. Les billets à taux fixe portent intérêt au taux annuel de 3,095 % payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 5 mai et le 5 novembre de chaque année jusqu'à échéance. Le premier paiement d'intérêt a été versé le 5 mai 2014. Au 2 novembre 2014, la valeur comptable des billets à taux fixe s'élevait à 406,1 M\$.

Le 16 mai 2014, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux variable échéant le 16 mai 2017 (les « billets à taux variable »), d'un montant en capital total de 150,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé au Canada, conformément à la dispense des exigences en matière de prospectus des lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a affecté le produit net de ce placement au remboursement de l'encours de sa facilité de crédit ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. DBRS Limited a attribué une notation de BBB, avec tendance stable, aux billets à taux variable. Les billets à taux variable portent intérêt à un taux équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 54 points de base (ou 0,54 %), devant être établi trimestriellement le 16<sup>e</sup> jour de mai, août, novembre et février de chaque année. L'intérêt est payable trimestriellement en trésorerie, à terme échu, sur la durée de trois ans le 16<sup>e</sup> jour de mai, août, novembre et février de chaque année. Le premier versement a été fait le 16 août 2014. Au 2 novembre 2014, la valeur comptable des billets à taux variable s'élevait à 150,1 M\$.

Les billets à taux fixe et les billets à taux variable (collectivement, les « billets non garantis de premier rang ») sont des obligations non garanties directes de la Société et ils occupent un rang égal à toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées actuelles et futures de la Société.

Les billets non garantis de premier rang sont cautionnés solidairement, à titre de dette de premier rang sans garantie, en ce qui a trait au paiement du capital, des intérêts et des primes, le cas échéant, et de certains autres montants précisés dans l'acte de fiducie qui régit les billets, par certaines filiales de la Société représentant un BAIIA combiné, collectivement avec le BAIIA de la Société (sur une base non consolidée), d'au moins 80 % du BAIIA consolidé. À la date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang seront en cours et que la facilité de crédit sera en vigueur, l'ensemble des filiales de la Société qui cautionnent, à l'occasion, des emprunts aux termes de la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang.

***Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements***

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société classés par échéance en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-après présentent les flux de trésorerie non actualisés contractuels au 2 novembre 2014.

| <i>(en milliers de dollars)</i>  | <b>Moins de<br/>3 mois<br/>\$</b> | <b>De 3 mois<br/>à 1 an<br/>\$</b> | <b>De 2 à<br/>5 ans<br/>\$</b> | <b>Plus de<br/>5 ans<br/>\$</b> | <b>Total<br/>\$</b> |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------|
| Dettes d'exploitation et charges à payer   | 102 514                           | -                                  | -                              | -                               | 102 514             |
| Dividendes à verser  | 10 542                            | -                                  | -                              | -                               | 10 542              |
| Obligations au titre du contrat de location-financement                                  | 256                               | 766                                | 937                            | -                               | 1 959               |
| Remboursement du capital sur les billets à taux variable                                 | -                                 | -                                  | 150 000                        | -                               | 150 000             |
| Versements d'intérêts sur les billets à taux fixe  | 6 190                             | 6 190                              | 43 330                         | -                               | 55 710              |
| Facilité de crédit   | -                                 | -                                  | -                              | 55 000                          | 55 000              |
| Intérêts présumés sur la facilité de crédit et les billets à taux variable <sup>1)</sup> | 1 146                             | 3 214                              | 10 758                         | 12                              | 15 130              |
| Remboursement du capital sur les billets à taux fixe                                     | -                                 | -                                  | 400 000                        | -                               | 400 000             |
|  | <u>120 648</u>                    | <u>10 170</u>                      | <u>605 025</u>                 | <u>55 012</u>                   | <u>790 855</u>      |

<sup>1)</sup> D'après les taux d'intérêt en vigueur le 2 novembre 2014.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés et les engagements de la Société au 2 novembre 2014.

| <i>(en milliers de dollars)</i>                                   | <b>Moins de<br/>3 mois<br/>\$</b> | <b>De 3 mois<br/>à 1 an<br/>\$</b> | <b>De 2 à<br/>5 ans<br/>\$</b> | <b>Plus de<br/>5 ans<br/>\$</b> | <b>Total<br/>\$</b> |
|---|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------|
| Obligations au titre de contrats de location simple <sup>2)</sup> | 33 718                            | 101 154                            | 444 596                        | 319 557                         | 899 025             |
| Lettres de crédit   | 484                               | -                                  | -                              | -                               | 484                 |
|   | <u>34 202</u>                     | <u>101 154</u>                     | <u>444 596</u>                 | <u>319 557</u>                  | <u>899 509</u>      |

<sup>2)</sup> Représente les loyers annuels de base, compte non tenu des loyers conditionnels, des frais d'entretien des aires communes, des impôts fonciers et d'autres montants payés aux propriétaires, éléments qui, ensemble, équivalent à approximativement 40 % du total de nos charges locatives.

Outre nos obligations au titre de contrats de location simple et les lettres de crédit susmentionnées, nous ne sommes assujettis à aucun arrangement non comptabilisé.

***Instruments financiers***

La Société se sert à l'occasion d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus.

La couverture du risque de change comporte un risque de liquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, le recours à des couvertures pourrait causer des pertes plus importantes que si aucune couverture n'avait été utilisée. Les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion des risques qui l'incitent à conclure ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, la nature des risques découlant des contrats de change à terme et la gestion de ces risques n'ont connu aucun changement significatif.

Pour une description complète des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 et à la note 15 des états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2014.

### **Transactions avec des parties liées**

#### ***Baux immobiliers***

À l'heure actuelle, nous louons 19 magasins, cinq entrepôts, notre centre de distribution et notre siège social auprès d'entités contrôlées par Larry Rossy, président du conseil d'administration et chef de la direction de la Société, ou par certains membres de sa famille immédiate, aux termes de baux à long terme. Les charges locatives associées à ces baux conclus avec des parties liées sont établies selon les conditions du marché et représentent, respectivement, des montants totaux d'environ 3,4 M\$ et 13,5 M\$ pour les périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 2 novembre 2014, comparativement à 3,1 M\$ et 13,1 M\$ pour les périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 3 novembre 2013.

### **Estimations comptables et jugements critiques**

Pour préparer les états financiers consolidés intermédiaires résumés, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés, les estimations et jugements importants posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude relative aux estimations sont les mêmes que dans les états financiers consolidés de l'exercice 2014 (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés de l'exercice 2014), sauf en ce qui concerne la durée d'utilité estimative du matériel des magasins et des entrepôts et des améliorations locatives.

#### ***Immobilisations corporelles***

Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont revus une fois l'an. Les changements, le cas échéant, sont comptabilisés de façon prospective à titre de modifications d'estimations comptables.

##### *Améliorations locatives*

Avant le 3 février 2014, la quasi-totalité des améliorations locatives de la Société étaient amorties selon le mode linéaire sur la durée du bail, qui était en moyenne de 10 ans à compter de la date de commencement du bail. Par suite de l'examen de ses améliorations locatives, le 3 février 2014, la Société a accru la durée d'utilité estimative de la quasi-totalité de ses améliorations locatives. Le changement a été déterminé à la lumière de renseignements nouveaux sur la durée économique de ces actifs, notamment le nombre croissant de baux reconduits à la première option de reconduction. Les améliorations locatives qui n'étaient pas déjà entièrement amorties sont maintenant amorties selon le mode linéaire sur une période d'environ 15 ans à compter de la date de commencement du bail. La direction estime maintenant que l'exercice de la première option de reconduction sur les baux est raisonnablement assuré.

##### *Matériel des magasins et des entrepôts*

La Société a également accru la durée d'utilité estimative de la quasi-totalité du matériel de ses magasins et de ses entrepôts qui, avant le 3 février 2014, était amorti selon le mode linéaire sur une période d'environ 8 à 10 ans. Le changement a été déterminé à la lumière de renseignements nouveaux sur la durée économique de ces actifs. Le matériel des magasins et des entrepôts qui n'était pas déjà entièrement amorti est maintenant amorti selon le mode linéaire sur sa durée d'utilité estimative, qui varie maintenant de 10 à 15 ans.

Cette modification de la durée d'utilité estimative des améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts a entraîné des réductions respectives d'environ 4,0 M\$ et 12,0 M\$ de la dotation aux amortissements pour les périodes de 13 semaines et de 39 semaines closes le 2 novembre 2014.



### **Principales normes et interprétations**

La Société n'a pas adopté de normes comptables ou d'interprétations importantes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015. Se reporter à la rubrique correspondante de notre rapport de gestion annuel le plus récent, disponible sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Les normes comptables et modifications des normes existantes suivantes ont été publiées par l'IASB en mai 2014 et en juillet 2014. La Société évalue si elle doit ou non adopter ces normes par anticipation et elle ne prévoit pas que l'adoption entraînera des changements importants.

- En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. Cette nouvelle norme s'appliquera aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et son adoption anticipée est permise.
- En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* relative au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture. Cette norme remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et son adoption anticipée est permise.

### **Risques et incertitudes**

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2014 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com)), et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés à nos activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure de société par actions;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but de gérer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

## **Contrôles et procédures**

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 4 août 2014 et se terminant le 2 novembre 2014 n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## **Dividende**

### *Dividende trimestriel en trésorerie*

Le 4 décembre 2014, le conseil d'administration a annoncé qu'il avait approuvé un dividende trimestriel en trésorerie de 0,08 \$ par action ordinaire à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires. Le dividende trimestriel en trésorerie de la Société sera versé le 3 février 2015 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 janvier 2015. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

## **Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

### *Offre de rachat de 2013-2014*

Le 12 juin 2013, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat de 2013-2014 ») en vue du rachat aux fins d'annulation d'au plus 3 364 523 actions ordinaires (soit 5 % du flottant de la Société au 31 mai 2013) ou, compte tenu du fractionnement des actions, l'équivalent de 6 729 046 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois allant du 17 juin 2013 au 16 juin 2014. Le 22 janvier 2014, la Société a obtenu l'autorisation de la TSX de modifier son offre de rachat de 2013-2014 afin de faire passer le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées à 6 729 046 (soit 10 % du flottant de la Société au 31 mai 2013) ou, compte tenu du fractionnement des actions, l'équivalent de 13 458 092 actions ordinaires.

Compte tenu du fractionnement des actions, à l'échéance de l'offre de rachat de 2013-2014 le 16 juin 2014, la Société avait racheté aux fins d'annulation un total de 13 329 376 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 41,48 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 552,9 M\$.

### *Offre de rachat de 2014-2015*

Le 12 juin 2014, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat de 2014-2015 ») afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 2 341 929 actions ordinaires (soit 3,5 % des actions ordinaires émises et en circulation au 11 juin 2014) ou, compte tenu du fractionnement des actions, l'équivalent de 4 683 858 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois allant du 17 juin 2014 au 16 juin 2015.

Parallèlement à l'offre de rachat de 2014-2015, la Société a conclu une convention de rachat automatique permettant le rachat de ses actions ordinaires aux termes de l'offre de rachat de 2014-2015 lorsqu'elle ne serait normalement pas active sur les marchés en raison de périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. La direction rachète les actions ordinaires à son gré en dehors des périodes d'interdiction d'opérations préalablement établies, en conformité avec les règles de la TSX et les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Compte tenu du fractionnement des actions, au cours de la période de 13 semaines close le 2 novembre 2014, la Société a racheté aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre de rachat de 2014-2015 un total de 1 233 590 actions ordinaires, au prix moyen pondéré de 47,32 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 58,4 M\$. Au total, le capital-actions de la Société a été réduit de 4,4 M\$ et le reliquat de 54,0 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués. Au cours de la période de 39 semaines close le 2 novembre 2014, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 7 602 130 actions ordinaires dans le cadre des offres de rachat de 2013-2014 et de 2014-2015, au prix moyen pondéré de 44,60 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 339,1 M\$. Le capital-actions de la Société a été réduit de 27,0 M\$ et le reliquat de 312,1 M\$ a été porté en réduction des résultats non distribués.

**Données sur les actions**

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et, au 3 décembre 2014, 131 451 024 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 2 300 148 options émises et en cours au 3 décembre 2014, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 133 751 172 actions ordinaires émises et en circulation sur une base diluée au 3 décembre 2014. Les nombres d'actions ordinaires en circulation et d'options d'achat d'actions ordinaires tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement des actions. Se reporter à la note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période close le 2 novembre 2014 pour plus d'information à ce sujet.

**Autres informations**

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».